

Conférence co-organisée par l'Institut Veolia Environnement et l'Agence Française de
Développement
« Concilier lutte contre la pauvreté et qualité de l'environnement : quelles solutions
innovantes ? »
27-28 juin 2011

Discours de clôture de
M. Brice Lalonde, Coordinateur exécutif de la Conférence Rio 2012, Nations Unies

Mesdames et messieurs,

Nous sommes à un an d'une conférence dont le Brésil, qui est le pays hôte, voudrait qu'il soit un point important dans l'histoire contemporaine. Cette conférence Rio +20 -parce que c'est comme cela que le Brésil veut l'appeler- est bâtie sur un héritage extraordinaire.

La première conférence sur le développement et l'environnement a eu lieu en 1972 à Stockholm. Un seul chef d'Etat y avait assisté. C'était Indira Gandhi qui a expliqué très justement que la pauvreté était la pire des pollutions. Pendant vingt ans, de 1972 à 1992, tous les pays du monde se sont mis à l'environnement. Tous les pays ont créé des ministères de l'environnement, ont adopté des lois pour protéger l'environnement.

Et puis en 1992, moment exceptionnel, puisque c'était un tournant géopolitique la chute du mur de Berlin, tous les chefs d'Etat se retrouvent à Rio de Janeiro pour le Sommet de la Terre organisé par les Nations unies. Ils se mettent d'accord sur l'Agenda 21, tout ce qu'il faut faire au XX^e siècle pour réussir le XXI^e siècle. Ce sont aussi trois conventions extrêmement importantes dont nous négocions en permanence la mise en œuvre : la convention sur le climat, la convention sur la biodiversité, et une convention non moins importante, un peu orpheline celle-là et ce n'est pas justifié, la convention pour la lutte contre la désertification. Ces trois conventions sont en train de marquer l'histoire de la diplomatie mondiale, elles sont en train de marquer également l'évolution des institutions, même si nous pensons que nous ne faisons pas assez.

Alors Rio+20 ce n'est pas vingt après 1992, c'est Rio et les vingt prochaines années, car un monde nouveau ne sortira pas tout armé comme ça de cette conférence surtout dans un moment où, comme vous savez, les finances publiques de la plupart des Etats sont à mal donc c'est difficile. En revanche, Rio devra paver la voie, poser les rails des vingt prochaines années : que va-t-il se passer en 2032 et sur la voie de 2050 ? Comme vous le savez, les Nations unies viennent de le confirmer, ce n'est pas 9 milliards d'êtres humains, c'est 10, on s'est trompé. Donc 10 milliards d'êtres humains et puis sans doute un monde sans pétrole, en 2050, donc comment imaginer le monde entre 2030 et 2050, les villes, les transports, comment imaginer tout ça quand il n'y aura plus de pétrole, comment on va faire ? On a donc un effort d'imagination à fournir.

La conférence a deux thèmes : premier thème, l'économie verte, donc le rapport entre l'économie et l'écologie, dans le contexte du développement durable et de la lutte contre la pauvreté et même de l'éradication de la pauvreté. Vous savez que depuis 1972, il n'y a aucune

Conférence co-organisée par l'Institut Veolia Environnement et l'Agence Française de
Développement
« Concilier lutte contre la pauvreté et qualité de l'environnement : quelles solutions
innovantes ? »
27-28 juin 2011

conférence sur l'environnement qui ne soit pas aussi une conférence sur le développement et donc la question de l'éradication de la misère, plutôt que de la pauvreté, sera évidemment posée.

Le Brésil, après la présidence Lula et ses succès dans la lutte contre la misère- vous savez que le programme de Lula au départ, c'était « *manger trois fois par jour* » et ensuite l'extraordinaire succès de la *bolsa familia*, une aide mensuelle est accordée aux familles pauvres à la condition que les enfants se fassent vacciner et aillent à l'école. Ce modèle-là a été une réussite. Le Brésil voudrait donc que la lutte contre la misère figure au centre de la conférence de Rio. Avec l'idée, pour le Brésil et d'autres, de dire « *c'est notre tour !* ». Et bien le Brésil considère que la voix de l'Europe celle des Etats-Unis et plus généralement celle des pays riches du siècle dernier doivent céder la place à celles du Brésil, de la Chine, de l'Afrique du Sud, de l'Inde. Ces pays souhaitent participer à la gestion de la planète.

Et puis le deuxième thème, les institutions, précisément la question de savoir si ces institutions sont justes ou pas et si elles fonctionnent en faveur ou en défaveur du développement durable, que ce soit au niveau local ou au niveau international. Vaut-il mieux un ministère du développement durable ou un ministère de l'environnement séparé, de manière à ce que sa voix soit entendue : qu'est-ce qui fonctionne le mieux, comment faire ? Est-ce que la Banque mondiale aide au développement durable ou est-ce qu'il faut la réformer ? Puis une question très importante, très importante pour la France d'ailleurs, est-ce qu'il ne serait pas temps de créer une organisation mondiale pour l'environnement ? Après tout, pourquoi dans le monde des Nations unies, la santé a une organisation, le commerce, le tourisme même disposent d'une organisation mais pas l'environnement ?

Est-ce que c'est normal ? Et comment placer le développement durable au cœur de nos institutions, avec ses trois piliers, l'équité sociale, l'économie et l'écologie ? Cette question aussi sera importante car c'est difficile de réussir le développement sans des institutions qui puissent favoriser ce développement, qui puissent encadrer le marché, et en tous les cas lui donner une signification.

La conférence aura lieu les 4, 5, 6 juin 2012. Cette conférence sera précédée de quatre jours pour la société civile, pendant lesquels le Brésil voudrait que les villes, les entreprises, les associations, tous les mouvements qui sont représentés ou qui sont actifs viennent dire « *voilà ce que nous voudrions* » et déterminent des objectifs qui soient repris par les chefs d'Etat. Le Brésil voudrait que la conférence soit un événement mondial avec une participation spectaculaire des représentants des populations de la planète et soit peut-être précédée d'une conférence virtuelle sur internet. Utilisons aussi les nouveaux moyens à notre disposition.

Cinq domaines seront couverts :

1) On rappellera d'abord les principes, ceux qui ont été déjà adoptés à Rio en 1992. Inutile de tout réinventer. On rappellera les résolutions qui appelaient à l'action et l'on ne pourra manquer de noter que beaucoup d'engagements n'ont pas été tenus.

2) Beaucoup de pays voudraient qu'il y ait des objectifs mondiaux du développement durable. D'autant que les objectifs du Millénaire, à vocation surtout

sociale, ont été fixés pour 2015. Pourra les combiner au-delà avec des objectifs économiques et écologiques Aujourd'hui, par exemple, les Nations unies suggèrent trois objectifs pour l'énergie qu'il serait souhaitable de quantifier : En 2030, l'accès universel à l'électricité pour toutes les zones rurales, l'accès universel aux énergies propres et modernes, l'amélioration de l'efficacité énergétique et 30% des sources renouvelables dans le mix énergétique mondial. Voilà des objectifs qui seront proposés à Rio mais il y en a d'autres dans les domaines de l'eau, de la nourriture... Le secrétaire général, Ban Ki-moon, est très attentif au *nexus*, le nœud, l'interconnexion entre l'eau, l'énergie et la nourriture. Il faut de l'eau pour aller fracturer les roches, pour récupérer le gaz de schiste. Il faut de l'eau pour aller récupérer les dernières gouttes de pétrole dans un puit. De la même manière, si l'on veut plus d'eau, il faut de l'énergie parce qu'il faut pomper, il faut filtrer, il faut dessaler, etc. De plus en plus, ces questions ne peuvent pas être envisagées de manière séparée et on sait également qu'à Rio, la question des océans sera au rendez-vous, la question des villes et puis la question de l'équité sociale. Après tout ce qui vient de se passer au Moyen Orient, la plupart des Etats de la planète se disent « *attention, la justice sociale, c'est capital, est-ce qu'on peut envisager quelque chose comme un plancher social universel, est-ce que c'est possible, comment peut-on faire ?* » La solidarité sociale, c'est aussi l'emploi qu'il soit formel ou informel.

3) Puis on parlera de la feuille de route de l'économie verte ; Est-ce qu'il y en a une, est-ce que l'on sait où l'on veut aller ? S'il ya des objectifs on pourra parler d'une feuille de route. Autrement ce serait simplement une boîte à outils. Certains évoquent un processus, comme on s'est mis d'accord après la Seconde guerre mondiale pour considérer que les échanges internationaux et le commerce international étaient bons pour les économies et l'on a organisé des *rounds* de discussion pour intégrer ce principe du commerce dans les différents secteurs des économies. Est-ce qu'on fera la même chose pour l'environnement ?

L'année prochaine également, on pourrait adopter un cadre statistique pour mettre en relation, secteur par secteur, les résultats de l'économie avec les atteintes à l'environnement, mesurées en termes physiques. On le dit et le redit le PNB n'est pas un indicateur suffisant. On peut décider à Rio que dans les dix, vingt prochaines années, tous les pays du monde adopteront ce nouveau cadre pour juxtaposer l'économie et l'écologie.

4) comment peut-on accroître l'aide au développement, un développement vert bien sûr, et comment la rendre plus efficace ? Comment y parvenir dans un contexte de contraintes budgétaires difficiles si ce n'est en inventant des financements innovants ? Ce serait une étape capitale dans la marche du monde vers un système international plus juste et plus efficace. Cette rubrique est généralement appelée dans le langage des négociations onusiennes « les moyens de mise en œuvre ». Elle couvre le financement du développement et de l'aide au développement, la coopération technique, la formation. Peut-on mieux organiser l'ensemble des acteurs

Conférence co-organisée par l'Institut Veolia Environnement et l'Agence Française de
Développement

« Concilier lutte contre la pauvreté et qualité de l'environnement : quelles solutions
innovantes ? »

27-28 juin 2011

du développement ? Peut-on créer une synergie entre les financements privés et publics, entre les institutions multilatérales et bilatérales ?

5) Enfin on évoquera la question des institutions à tous les niveaux, dont celui des Nations unies, où l'on évoque la transformation du Conseil économique et social ou celle de la Commission du développement durable en organisations plus efficaces.

Aujourd'hui, on considère que parmi toutes les inégalités, il y en a une qui devient de plus en plus préoccupante, c'est l'inégalité entre les générations. Nous laissons à nos enfants un monde avec des dettes de plus en plus importantes et nous les transmettons : « *allez, à vous les jeunes, vous paierez plus tard !* ». De la même façon nous transmettons un monde écologiquement endetté avec des écosystèmes appauvris et donc s'il y a manifestement un groupe humain, un groupe social à qui il faudrait proposer de se soulever davantage pour pousser leurs aînés à prendre leur responsabilité, ce sont les jeunes. Les jeunes qui sont la majorité partout dans les pays en développement, dans ces pays, l'essentiel de la population a moins de 30 ans. A eux le monde nouveau, à eux d'être la force sociale et à nous de les aider à se lever pour obtenir, pour pousser les politiques à agir pour ce monde nouveau. Comme disait Wangari Maathai, lorsque la volonté politique n'est pas suffisante, il faut qu'elle soit éperonnée : le monde que nous voulons sera le résultat d'un combat.

Enfin parmi les facteurs d'espoir, le rapprochement auquel on assiste de plus en plus entre les défenseurs de l'environnement et le monde du développement, est vraiment extrêmement important. Par exemple, dans toutes les négociations internationales, sur le climat, sur la biodiversité, cette dimension du développement, d'aide au développement, et de solidarité est toujours présente. A Nagoya, on s'est mis d'accord sur le partage et l'accès aux bénéfices de la biodiversité. Dans la négociation climat, tout le monde s'est mis d'accord pour mobiliser d'ici 2020 100 milliards pour lutter contre le réchauffement climatique.

En revanche, les ministères de l'environnement n'y parviendront pas tous seuls, et donc ce qui manque précisément à toutes ces négociations pour qu'elles débouchent, c'est la vision globale, la *big picture* comme on dit en anglais. Il nous faut maintenant intégrer tout ça et c'est pour cela qu'il nous faut un Sommet des Nations unies. Et c'est sans doute ce que Rio +20 peut réussir. Et je suis aussi très encouragé d'entendre les résultats des expériences menées par le secteur privé, par des entreprises comme Veolia, sur un nouveau modèle de développement économique, le « *bas de la pyramide* », par lequel des entreprises trouvent intérêt et profit mais intérêt d'abord à développer des services d'aide aux plus pauvres pour les aider à sortir de la pauvreté.

Le développement durable, ce n'est pas simplement une affaire d'ingénieurs ou de diplomates, c'est d'abord une envie de vivre ensemble, une envie de vivre ensemble une vie meilleure, de modeler une société un peu différente. Nous avons besoin à Rio d'avoir cette vision du monde de demain, que nous n'avons pas encore. Nous voyons aujourd'hui autour de nous beaucoup de personnes qui ont peur du lendemain. Nous avons besoin d'une vision positive, Comment sera le monde en 2030 et plus tard ? Quelle sera la vie de Mme Jones à Pretoria, ou celle de M. Silva à Porto Alegre ? Comment souhaitons-nous vivre tous ensemble ? C'est cette vision qui nous

Conférence co-organisée par l'Institut Veolia Environnement et l'Agence Française de
Développement

« Concilier lutte contre la pauvreté et qualité de l'environnement : quelles solutions
innovantes ? »

27-28 juin 2011

manque encore dans la préparation du Sommet de Rio. Nous allons demander aux artistes de nous aider, aux écrivains, aux cinéastes. Eux seuls peuvent diffuser cette vision positive. Autrement nous sommes coincés dans les représentations des séries télé américaines qui donnent à penser à chacun que la vie de demain serait comme la vie à Hollywood aujourd'hui, alors que ce n'est sans doute pas vrai.

Beaucoup de politiques considéraient jusqu'à présent que le seul objectif était de rattraper les riches, « *aidez-nous à rattraper les riches, aidez-nous à répandre le mode de vie des plus riches* ». Et bien est-ce que c'est encore vrai? A Rio nous aurons des propositions pour le milliard le plus pauvre : l'accès à l'électricité, l'accès à l'eau, l'accès aux services essentiels, et à la santé. Mais n'est-il pas temps de proposer aussi des objectifs au milliard le plus riche : moins de viande, moins de gaspillage, moins d'émissions de CO₂, L'idée se répand progressivement qu'il y a un modèle différent de la simple société de consommation et du prêt à jeter On en parle mais on ne va pas plus loin. Alors peut-être qu'à Rio, nous pourrions établir des objectifs de consommation pour le milliard le plus riche.

Mesdames et Messieurs, je suis de ceux comme Wangari Maathai, qui militent depuis très longtemps pour l'environnement. Je considère pour ma part que ce qui a été le déclencheur de cette nouvelle aventure humaine, c'est le voyage Apollo dans l'espace. Dans mon esprit Ce voyage d'Apollo sur la Lune fait écho au voyage de Christophe Colomb. Les temps modernes commençaient. Demain allait toujours être mieux qu'hier. : « *le monde est à vous, vous pouvez vous servir, multipliez vous, défrichez, allez-y servez vous* » et En 1969, tout d'un coup, des hommes observent la Terre de l'espace, on fait le tour de la Lune en une demi-heure, la Terre se rétrécit de manière considérable. « *Attention, vous ne pouvez pas vous servir à votre guise, faire n'importe quoi. On voit de là-haut les marées noires, on voit les forêts qui brûlent* ». Et là tout d'un coup, une histoire nouvelle commence. Et on se dit « *la Terre est un vaisseau spatial* ». La question est de savoir comment on fait avec les ressources limitées de ce vaisseau spatial. Est-ce que c'est normal qu'il y ait des « deuxième » et « troisième » classes ? Peut-être que deux classes suffiraient et pas trois ? La vraie question de Rio +20 dans notre aventure humaine, c'est : « Et si la Terre était un seul pays est-ce que l'on accepterait de telles inégalités ? Si la Terre était un seul pays, est-ce que l'on accepterait que des parties de notre territoire soient pillées, détruites, polluée ? « Non, on ne l'accepterait pas ! »

J'espère sincèrement que le Sommet Rio+20 apportera des réponses à cette question essentielle, « Et si la Terre était un seul pays, comment ferions-nous ? » Nous nous organiserions mieux, nous serions solidaires les uns des autres.